*DROIT CIVIL**POUR LE I-ER SEMESTRE 1962*

1. Loi du 15 février 1962 modifiant certaines dispositions de la procédure civile (J. des L. n° 10, texte 46).

Les modifications apportées par la loi susmentionnée concernent notamment les matières suivantes: 1) la compétence d'attribution des tribunaux; 2) la représentation des parties; 3) la procédure d'exécution (quelques amendements simplifiant et perfectionnant cette procédure); 4) la juridiction des tribunaux polonais ainsi que la reconnaissance et la force exécutoire des jugements étrangers.

1) La loi élargit la compétence d'attribution des tribunaux d'arrondissement en matière patrimoniale. Désormais ces tribunaux sont compétents pour connaître des litiges dont l'objet ne dépasse pas la somme de cent mille zlotys dans les cas aussi où l'une des parties est le Trésor ou un autre sujet soumis à l'arbitrage économique d'Etat.

2) L'article 79 du Code de procédure civile, plusieurs fois amendé (cf. notamment le décret du 23 avril 1953 modifiant certaines dispositions de la procédure civile — J. des L. n° 23, texte 90 et le décret du 2 juin 1954 sur la représentation judiciaire des autorités, offices, institutions et entreprises d'Etat — J. des L. n° 25, texte 93), se trouve modifié en partie par la loi qui statue qu'un organe d'Etat, une unité de l'économie socialisée ou une organisation sociale peut être représenté aussi par un employé de ces organismes ou bien par un employé de l'organe supérieur, désigné par cet organe ou encore par un employé d'une autre unité subordonnée à cet organe. Dans les affaires portant sur le rapport de travail ou bien sur la réparation d'un dommage dû à un accident du travail la fonction de représentant peut aussi être remplie par un agent du syndicat auquel appartient l'une des parties. Dans les procès portant sur les prétentions alimentaires le demandeur peut être représenté notamment aussi par un agent de l'organe du présidium du conseil populaire, préposé aux questions de l'assistance sociale ou bien par un représentant de l'organisation sociale d'assistance à la famille.

3) La loi a essentiellement modifié l'article 517 du Code de procédure civile (cf. le décret du 23 avril 1953 — J. des L. n° 23, texte 90 et la loi du 28 mars 1958 — J. des L. n° 18, texte 75). Conformément à ce nouvel amendement l'huissier peut demander, en cas de besoin, aux parties intéressées de faire, dans un délai imparti, des déclarations orales ou écrites. Il peut aussi recueillir des renseignements indispensables, pour procéder à l'exécution, à des offices ainsi qu'à des organisations étatiques et sociales de même qu'aux personnes physiques et morales qui ne sont pas parties à l'affaire. Dans les affaires en exécution des prestations alimentaires ou des redevances du Trésor ou d'un autre sujet soumis à l'arbitrage économique d'Etat ou d'une coopérative agricole de production, l'huissier est tenu de procéder d'office à une enquête appropriée en vue d'établir les revenus et la situation financière du débiteur. En ce qui concerne l'exécution des prestations alimentaires il y pro-

cédera en outre, en vue de déterminer le lieu de résidence du débiteur. Quand les biens du débiteur se trouvent établis l'huissier est tenu de procéder à la saisie de ces biens et d'en informer le créancier. Il y est tenu alors même que l'enquête aboutit à un résultat négatif. Si les moyens appliqués par l'huissier sont inefficaces les organes de la milice sont tenus de procéder, sur la demande de l'huissier, à une enquête appropriée en vue de déterminer le lieu de travail du débiteur, et en ce qui concerne l'exécution des prestations alimentaires aussi en vue de déterminer le lieu de résidence du débiteur. Ce dernier devoir fait également partie des obligations des organes d'assistance sociale des presidiums des conseils populaires. Le refus injustifié de fournir les renseignements demandés à l'huissier est menacé d'une amende jusqu'à 2 000 zlotys que l'huissier inflige d'office ou sur la demande du créancier. Si la demande de renseignements est adressée à une personne morale ou à une autre collectivité la peine est encourue par l'employé qui en est responsable, et dans le cas où il serait difficile de l'identifier — par le chef de la collectivité donnée. La décision de l'huissier, ayant acquis la force de chose jugée, est exécutable par voie judiciaire sans qu'elle doive être revêtue de formule exécutoire. L'amende est prononcée sans préjudice de la responsabilité pénale pour l'inexécution ou la transgression des obligations de service prévue par l'art. 517¹ ajouté par la loi. La décision de l'huissier peut faire l'objet d'un recours examiné par le tribunal en audience.

Une importance spéciale en ce qui concerne l'amélioration des voies d'exécution revient que amendements relatifs à la saisie des sommes dues en vertu d'un rapport de travail ou de mandat. En vertu de l'article 657 modifié du Code de procédure civile la saisie opérée par l'huissier demeure en vigueur, alors même qu'un nouvel rapport de travail ou de mandat serait conclu avec le débiteur ou bien que l'entreprise serait gérée par une autre personne, à condition toutefois que cette personne ait été au courant de la saisie. En cas de résiliation du rapport de travail avec le débiteur l'établissement est tenu de faire mention de la saisie dans le certificat de travail délivré au débiteur, et s'il connaît l'établissement où le débiteur est employé il doit envoyer à celui-ci la notification de l'huissier et d'en informer aussi bien l'huissier que le débiteur. L'envoi d'une telle notification produit les effets juridiques de la saisie à compter de la réception de la notification par l'établissement. Dans les cas où le travailleur est engagé sans présenter un certificat de travail et le nouvel établissement apprend que le travailleur a déjà été employé dans un autre établissement, il est tenu d'informer cet établissement qu'il emploie le travailleur en question afin d'établir si le salaire n'est pas saisi. La loi prévoit une amende jusqu'à 2.000 zlotys qui peut être infligée aux chefs d'établissements n'exécutant pas sans délai l'obligation qui leur est imposée par la disposition de l'article 657, sans préjudice de la responsabilité encourue conformément aux principes généraux pour le dommage causé au créancier pour inexécution de l'obligation.

La loi a apporté quelques modifications quant à l'ordre des créanciers dans le partage de la somme obtenue par exécution des meubles et immeubles. Elle attribue un rang privilégié aux sommes dues au titre de travail, aux prestations alimentaires, aux pensions d'invalidité, etc.

Il convient de signaler enfin que l'amendement a englobé aussi les dispositions réglant la procédure dans les affaires en annulation du mariage ou en divorce. Désormais, le tribunal agissant à la requête de l'un des époux ou d'office se prononce sur l'obligation de contribuer à la, satisfaction des besoins de la famille pendant le procès ainsi que sur la garde des enfants communs durant le procès. Sur la demande de l'un des époux, le tribunal statue aussi sur la portée et les modalités de jouissance de l'appartement commun au cours du procès ainsi que sur la délivrance à l'époux abandonnant l'appartement des objets dont il a besoin.

4) Cette question est traitée dans un texte à part.

2. En vertu de l'autorisation légale que contient la loi du 14 juillet 1961 sur l'exploitation des terrains dans les villes et agglomérations urbaines (J. des L. n°32, texte 159), des règlements d'application suivants ont été édictés dans le premier semestre 1962.

1) Règlement du Conseil des ministres du 16 février 1962 concernant le droit de jouissance de certains bâtiments et installations par les usufruitiers d'un terrain à titre viager (J. des L. n° 13, texte 58).

Ce règlement fixe les bases de détermination des redevances que subissent les usufruitiers viagers pour la jouissance des bâtiments et d'autres installations se trouvant sur le terrain que concerne l'usufruit et qui ne sont pas aliénables.

2) Arrêté du ministre de l'Economie Communale de 26 janvier 1962 concernant la conversion de certains droits à la terre en droit d'usufruit viager ou d'usufruit (J. des L. n° 15, texte 67).

Conformément aux dispositions de cet arrêté sont convertis en droit d'usufruit viager les droits énumérés ci-dessous, portant sur le sol et appartenant aux personnes physiques et morales qui ne sont pas unités d'Etat ni organisations sociales au sens de la loi sur l'exploitation des terrains dans les villes et agglomérations urbaines ainsi que les mêmes droits appartenant aux coopératives de construction des maisons d'habitation: A) le droit de propriété temporaire; B) le droit d'usufruit constitué comme droit viager sur le sol en vertu du décret du 10 décembre 1952 sur la cession par l'Etat des biens ruraux immobiliers destinés à la construction des maisons d'habitation ainsi qu' à la construction de maisons unifamiliales (J. des L. n° 49, texte 326); C) le droit de construire établi en vertu du décret du 26 octobre 1945 sur le droit de construction (J. des L. n° 50, texte 280); D) le droit de bail emphytéotique, le droit de construire et le droit de propriété temporaire établis en vertu du décret du 26 octobre 1945 sur la propriété et l'usufruit des terrains situés dans la ville de Varsovie (J. des L. n° 50, texte 279).

Sont convertis en droit d'usufruit les droits suivants sur le sol appartenant à des organisations sociales; a) Les droits énumérés ci-dessus aux points A), C) et D); b) Le droit d'administration et d'usufruit des terrains d'Etat, établis en vertu du décret du 26 avril 1949 sur l'acquisition et le transfert d'immeubles indispensables à la réalisation des plans économiques nationaux (J. des L. de 1952, n° 4, texte 31) ou en vertu du décret du 8 mars 1946 sur les biens abandonnés ou ayant appartenu à des Allemands (J. des L. n° 13, texte 87 avec amendements postérieurs); c) Les droits de bail de longue durée sur les terrains d'Etat, établis en vertu du décret du 6 décembre 1946 sur le transfert par l'Etat des biens non agricoles situés sur le territoire des terres recouvrées et de l'ancienne ville libre de Gdansk (J. des L. n° 70, texte 389 avec amendements postérieurs).

Les droits d'administration et d'usufruit constitués en vertu des décrets susmentionnés au profit des personnes morales qui ne sont pas unités d'Etat ni organisations sociales au sens de la loi ou au profit des coopératives de construction des maisons d'habitation deviennent un droit d'usufruit viager, si les bâtiments qui se trouvent sur le terrain en usufruit ont été acquis à l'Etat par les usufruitiers ou bien construits par ceux-ci par leurs propres moyens. Une solution semblable a été appliquée aux bails de longue durée des terrains de l'Etat, exercés par les sujets susmentionnés.

La durée de l'usufruit viager résultant de la conversion du droit préexistant correspond à la durée de ce dernier. Si le droit préexistant était un droit viager, la durée du nouveau droit est de 99 ans à compter de la naissance du nouveau droit, et s'il était constitué pour une période indéterminée la durée de l'usufruit viager est fixée par un organe compétent de l'administration des logements qui doit tenir compte des dispositions de l'article 13 de la loi sur l'exploitation des terrains dans les villes et agglomérations urbaines.

3) Règlement du Conseil des ministres du 22 mars 1962 concernant les règles d'indemnisation pour expropriation d'un droit d'usufruit viager (J. des L. n° 26, texte 118).

En vertu du règlement en question une expropriation du droit d'usufruit viager entraîne, en contre-partie, les droits suivants pour l'exproprié. Une indemnisation par constitution à son profit et avec son consentement d'un usufruit viager sur un terrain non bâti et affecté au même but auquel était destiné le terrain sur lequel porte la décision d'expropriation; une indemnisation pour les bâtiments, les installations et les autres parties intégrantes de l'immeuble, érigés ou acquis par l'exproprié, ainsi que pour les ensemencements, cultures, récoltes et plantations de plusieurs années se trouvant sur le terrain que concerne l'expropriation. Dans les cas où l'exproprié ne consent pas à la constitution à son profit d'un usufruit viager sur un autre terrain ainsi que dans les cas où la constitution d'un tel usufruit n'est pas possible pour d'autres raisons, l'exproprié a droit — en dehors de l'indemnisation pour les bâtiments, installations et autres parties intégrantes par lui érigées — à une indemnité en argent qui est fixée suivant la procédure prévue par la loi du 12 mars 1958 sur les règles et la procédure d'expropriation d'immeubles (J. des L. de 1961 n° 18, texte 94). Cette indemnité représente une fraction de l'indemnisation à laquelle l'exproprié aurait droit d'après la loi susmentionnée pour l'expropriation du droit de propriété, fraction qui correspond à la période non-usagé de l'usufruit viager. L'indemnité n'est pas due pour les bâtiments, installations et autres parties intégrantes de l'immeuble érigées contrairement aux clauses du contrat d'usufruit viager, si la demande d'expropriation ne porte pas sur ces éléments. L'indemnité n'englobe pas non plus les bâtiments, installations et autres parties intégrantes érigés par l'usufruitier viager sans autorisation de construire ni les impenses faites d'une manière nettement incompatible avec la destination du terrain. Cependant l'usufruitier peut emporter à ses propres frais les bâtiments, installations et autres parties intégrantes pour lesquels il ne reçoit point d'indemnité.

En ce qui concerne les personnes morales la constitution d'un usufruit viager sur un autre terrain au profit d'une telle personne qui n'est pas unité d'Etat ni organisation sociale, requiert le consentement du présidium du conseil populaire de voïvodie.

4) Arrêté du ministre de la Justice du 4 avril 1962 sur la saisie du droit d'usufruit viager (J. des L. n° 26, texte 122).

Tout en renvoyant aux dispositions du Code de procédure civile en matière de saisie immobilière, l'arrêté prévoit certaines particularités pour la saisie du droit d'usufruit viager.

5) Arrêté du ministre de la Justice du 3 avril 1962 concernant les registres fonciers destinés aux terrains d'Etat donnés en usufruit viager et aux bâtiments situés sur ces terrains constituant des immeubles distincts, ainsi que sur les taxes judiciaires qui doivent être acquittées lors du dépôt d'une demande d'inscription d'usufruit viager et de propriété d'un bâtiment (J. des L. n° 29, texte 134).

6) Règlement du Conseil des ministres du 31 mai 1962 concernant le transfert des terrains dans les villes et agglomérations urbaines (J. des L. n° 35, texte 159).

Ce règlement a été édicté en vertu de l'article 11, al. 3 de la loi du 14 juillet 1961 sur l'exploitation des terrains dans les villes et agglomérations urbaines (J. des L. n° 32, texte 159) ainsi qu'en vertu d'autorisations légales que contiennent d'autres lois.

Le règlement précise les modalités de transfert des terrains entre les unités d'Etat sans modification du mode d'usufruit, celles du transfert aux unités d'Etat des terrains appartenant à des organisations sociales et il s'occupe de la question d'extinction de l'usufruit ainsi que des règlements financiers relatifs au transfert.

3. Règlement du Conseil des ministres du 16 mars 1962 déterminant les minerais dont l'extraction est régie par le droit minier et concernant l'extraction de minerais par le possesseur de la surface du sol pour ses besoins propres (J. des L. n° 19, texte 80).

Ce règlement a été édicté en vertu de l'autorisation légale que contiennent l'art. 1 al. 4 et l'an. 6 du décret du 6 mai 1953 portant droit minier (J. des L. de 1961, n° 23, texte 113).

En premier lieu le règlement énumère les minerais dont l'extraction est régie par le droit minier.

En ce qui concerne le possesseur de la surface du sol il a droit d'extraire sans autorisation, dans les limites du terrain possédé, certains minerais en vue de satisfaire ses propres besoins et ceux de sa famille qui habite avec lui, sans qu'il puisse vendre ou rendre accessible aux tiers le minerai extrait. Il peut extraire aussi le minerai dans des buts liés à la réalisation de certaines initiatives (oeuvres) sociales. L'extraction du minerai peut s'effectuer à découvert.

Le § 3 du règlement énumère les minerais dont l'extraction par le possesseur du sol est permis sans autorisation préalable. Cependant le possesseur ne peut jouir de ce privilège si le droit à l'extraction d'un minerai déterminé sur le terrain donné appartient exclusivement à une entreprise minière du fait de la création d'un terrain minier.

Le règlement détermine entre autres les obligations du possesseur en matière de protection du lieu d'extraction de telle manière que la vie et la santé humaines ainsi que l'intérêt social soient suffisamment protégés.

Dès l'entrée en vigueur du règlement en question a cessé d'être en vigueur le règlement du Conseil des ministres du 13 janvier 1954 déterminant les minerais dont la prospection et l'extraction sont régis par le droit minier (J. des L. n° 5, texte 12).

Pour ces questions veuillez consulter aussi la chronique du droit administratif.

4. Loi du 31 mai 1962 portant droit des inventions (J. des L. n° 33, texte 156).

La loi règle les questions relevant du domaine des inventions, des modèles et des projets de rationalisation. Elle n'est pas applicable par contre aux découvertes scientifiques, aux nouvelles espèces de plantes et d'animaux, aux méthodes de traitement des maladies dans le domaine médical et vétérinaire ni à la protection des plantes. Elle ne porte pas non plus sur les améliorations de l'organisation administrative. La loi ne porte pas atteinte aux dispositions des traités internationaux. Les ressortissants des Etats étrangers bénéficient des droits en cette matière en vertu de traités internationaux liant la République Populaire de Pologne ou sur la base de réciprocité. La qualité d'auteur d'une invention appartient à celui ou à ceux qui l'ont imaginée. La propriété de l'invention et le droit exclusif de son exploitation sont constatés par la délivrance d'un brevet. On ne délivre pas les brevets ni les certificats d'auteur pour les inventions dont l'exploitation serait contraire à la loi en vigueur ou à l'ordre social ni pour les produits alimentaires, produits pharmaceutiques et les produits obtenus par emploi des procédés chimiques. Cela ne limite pas cependant la faculté de délivrer un brevet ou un certificat d'auteur pour les procédés de production des produits alimentaires et des produits obtenus chimiquement. Cependant n'est pas considéré comme un tel procédé le mélange des composants connus.

Par obtention du brevet on acquiert le droit exclusif d'exploitation de l'invention à titre commercial ou professionnel. Ce droit est valable sur tout le territoire de l'Etat et dure quinze ans depuis le dépôt de l'invention à l'Office des Brevets. Celui qui possède un brevet peut en obtenir un supplémentaire pour les améliorations ou les compléments de cette invention, à condition qu'il s'agisse d'une nouvelle invention qui ne saurait toutefois être exploitée d'une manière indépendante. Le brevet supplémentaire s'éteint avec le brevet principal, à moins que celui-ci ne cesse d'être en vigueur pour une cause qui est sans influence sur l'invention que concerne le brevet supplémentaire. Dans ce cas le brevet supplémentaire devient indépendant et reste en vigueur durant la période pour laquelle a été délivré le brevet principal.

La loi règle en détail les problèmes relatifs à l'obtention du brevet et du certificat d'auteur (art. 23—28). Il convient de signaler que les ressortissants des Etats étrangers

appartenant à l'Union Internationale de la Protection de la Propriété Industrielle ainsi que les ressortissants d'autres Etats, qui sont domiciliés ou qui dirigent une entreprise réelle et sérieuse, industrielle ou commerciale, dans l'un des Etats faisant partie de cette Union, jouissent d'un privilège. Il consiste en ce que ces ressortissants ont la priorité— aux conditions déterminées par les traités internationaux — pour obtenir un brevet en Pologne suivant la date du premier dépôt en bonne et due forme de l'invention, en vue de jouir de la protection dans l'un de ces Etats, à condition que le dépôt soit effectué à l'Office des Brevets dans un délai de douze mois à compter de cette date.

Le propriétaire du brevet est tenu, dans la période de trois ans à compter de la délivrance du brevet, de procéder à l'exploitation de l'invention en Pologne dans la mesure correspondant aux besoins de l'économie nationale et d'exploiter l'invention conformément à sa destination tant que le brevet ne prendra pas fin. Est considérée comme exploitation de l'invention son exploitation par d'autres personnes en vertu d'une licence. En ce qui concerne les inventions qui ne peuvent être exploitées que dans des conditions déterminées, le délai triennal commence à courir depuis le moment où ces conditions sont réunies.

La loi régleme la copropriété des droits du brevet, le contrat de licence et de sous-licence ainsi que la licence forcée.

Le droit à l'invention qui n'est pas une invention dite de travailleur ainsi que les droits découlant du brevet d'une telle invention peuvent faire l'objet, en entier ou en partie, d'aliénation et de succession.

Dans le cas où l'invention est déposée ou le brevet et le certificat d'auteur est obtenu par une personne qui n'y a pas droit, celui qui a droit à l'invention peut demander l'annulation du dépôt ou bien l'annulation du brevet et du certificat d'auteur délivré ainsi que de demander la délivrance du brevet et du certificat d'auteur de même que le transfert du brevet contre remboursement des frais de dépôt ou de délivrance du brevet et du certificat d'auteur. Celui qui a fait le dépôt ou a obtenu le brevet et le certificat d'auteur sans y avoir droit, est tenu aux dommages-intérêts au profit de l'ayant droit, conformément aux règles générales de droit civil. En outre, sur la demande de l'ayant droit, il doit donner satisfaction en faisant insérer une déclaration appropriée ou le jugement dans la presse, et en cas d'action intentionnelle, en payant une somme convenable à titre de compensation du préjudice moral. La personne dont le droit à l'exploitation exclusive a été violé peut demander que la violation prenne fin, que ses conséquences soient supprimées, les profits délivrés et le dommage réparé. Celui qui est coupable de la violation du droit à exploitation exclusive est tenu de faire insérer dans la presse une déclaration appropriée ou le jugement, et s'il a agi intentionnellement, de payer une somme convenable à titre de compensation du préjudice moral. Les actions afférentes à la violation du droit à l'exploitation exclusive se prescrivent en trois ans. Le cours de la prescription est suspendu durant la période qui sépare le dépôt de l'invention à l'Office des Brevets et la délivrance du brevet.

La loi règle en détail les problèmes relatifs à l'annulation et à l'expiration du brevet. Elle statue aussi que les droits découlant d'un brevet d'invention qui n'est pas propriété de l'Etat peuvent faire l'objet d'une expropriation au profit de l'Etat pour cause de défense nationale ou pour cause d'exécution des tâches définies dans des plans économiques. L'expropriation a lieu contre une indemnité. Des dispositions détaillées en cette matière seront édictées par la voie d'un règlement du Conseil des ministres.

5. Loi du 30 mai 1962 portant droit du régime des eaux (J. des L. n° 34, texte 158)

La loi en question, publiée le 11 juin 1962, est entrée en vigueur six mois après cette date.

Elle règle les questions relatives à la propriété des eaux, à la planification de l'exploitation des eaux et à la jouissance des terrains attenant aux eaux de surface. Elle s'occupe aussi de l'usage des eaux en le divisant en usage général, ordinaire et spécial. Elle réglemente les questions qui se rattachent aux objectifs économiques, en prenant notamment en considération les améliorations dans ce domaine. Dans des chapitres distincts les matières suivantes sont réglées: la protection des eaux et la protection contre inondation, les sociétés d'exploitation d'eau, les registres et le cadastre des eaux, les restrictions du droit de propriété immobilière dans certains cas d'usage spéciale des eaux, la procédure en matière de régime des eaux. Les deux derniers chapitres concernent: l'un les dispositions pénales et l'autre les dispositions transitoires et finales.

Les eaux appartiennent à l'Etat. Cependant, en ce qui concerne les eaux de surface stagnantes ainsi que les eaux dans les puits et les fossés, elles peuvent constituer la propriété de l'Etat pu d'autres sujets de droit, conformément au principe de l'art. 1, § 2, selon lequel la propriété du sol s'étend aux eaux stagnantes de surface et aux eaux dans les puits et les fossés qui s'y trouvent.

Les propriétaires de fonds attenant aux eaux de surface sont tenus, en cas de besoin, de rendre libre l'accès de ces eaux ou bien laisser le passage libre à la circulation le long de ces eaux, de même que laisser accoster et amarrer les bateaux et les radeaux. Les propriétaires ont droit à une indemnité.

Le sol qui est occupé d'une façon durable par une eau courante constituant propriété de l'Etat, devient de plein droit propriété de l'Etat. Toutefois, le propriétaire obtiendra, à sa requête, une indemnité. Les alluvions et les atterrissements ainsi que les îles qui surgissent naturellement à la surface des eaux deviennent propriété du propriétaire des eaux. Par contre, tous les alluvions et atterrissements dans les eaux intérieures de la mer, naturellement surgis, ainsi que les terres obtenues par suite de la régulation des bords de ces eaux sont propriété de l'Etat.

La loi impose aux propriétaires de fonds attenant aux eaux l'obligation, à l'occasion de la construction d'installations indispensables à l'alimentation de la population en eau, de laisser prendre de la terre, du gravier, du sable et des pierres sur les fonds attenants et de laisser déposer sur ces fonds les matériaux de construction et du matériel ainsi que de laisser libre l'accès des ouvrages d'exploitation des eaux. Les propriétaires ont toutefois droit à une indemnité. Ils peuvent également demander le rachat ou l'expropriation du fonds donné si, par suite de l'usage précité, le fonds ne pourrait plus, en tout ou en partie, être rationnellement utilisé conformément à sa destination précédente.

Dans certains cas d'usage spécial des eaux (prévus par les art. 42—63 de la loi) le droit de propriété immobilière ou un autre droit réel immobilier peut être restreint au profit des sujets qui ne peuvent pas bénéficier de l'expropriation en vertu des dispositions sur les règles et la procédure d'expropriation d'immeubles au profit de l'Etat. La constitution d'une telle restriction ne peut avoir lieu que si elle est indispensable à un usage spécial de l'eau par celui qui la demande, en vertu d'une autorisation, tandis que le propriétaire de l'immeuble n'y a pas consenti. Si, par contre, la restriction emporte pour l'immeuble entier ou pour une partie de celui-ci l'impossibilité d'être affecté aux buts précédents, l'immeuble est soumis au rachat sur la demande du propriétaire. La personne au profit de laquelle la restriction a été constituée, est tenue de payer des dommages-intérêts ou le prix de rachat. La translation du droit de propriété de l'immeuble racheté n'a pas d'effet sur les droits réels qui grèvent l'immeuble donné. Sur les sols appartenant à l'Etat on ne peut constituer que des restrictions consistant à poser des drains et des tuyaux souterrains ou à creuser des fossés d'écoulement ou des rigoles. Dans ces cas une indemnité est due, correspondant à la perte subie.

Elles sont constituées contre un dédommagement dont le montant correspond à la perte effectivement subie.

La loi a abrogé plusieurs lois et décrets précédents.

6. Loi du 28 juin 1962 sur les pensions de retraite attribuées aux membres des coopératives agricoles de production, à leurs familles et aux personnes habitant avec eux (J. des L. n° 37, texte 165).

Conformément à cette loi, aux conditions qu'elle précise, le droit à la pension de retraite appartient:

1) aux membres des coopératives agricoles de production de type supérieur, en cas de vieillesse ou d'invalidité due à un accident du travail survenu dans la coopérative ou de maladie professionnelle, ou pour d'autres causes;

2) aux membres des coopératives agricoles de production de type inférieur, en cas d'invalidité due à un accident du travail survenu dans la coopérative ou de maladie professionnelle;

3) aux individus habitant avec les membres des coopératives agricoles de production des deux types, en cas d'invalidité due à un accident du travail dans la coopérative ou de maladie professionnelle;

4) aux membres des coopératives agricoles de production de type supérieur, en cas de décès de l'unique soutien de la famille.

La pension d'invalidité comprend les prestations en argent, telles que pension-vieillesse, pension d'invalidité, pension de famille, suppléments et allocation pour frais funéraires, ainsi que les prestations en nature: l'aide médicale et d'accouchement, prothèses, rééducation professionnelle, placement dans une maison de pensionnés.

Les frais de cette pension sont couverts par l'Etat.

La loi détermine le montant de diverses pensions et d'autres prestations en argent ainsi que les conditions influant sur leur attribution et leur montant.

Jan Winiarz